



Le compte n'y est pas !

Le 11 décembre, nous attendions du Premier Ministre des réponses, des chiffres, du concret et...RIEN.

Les promesses, Monsieur le Premier Ministre ne suffisent pas !

Le 11 décembre, le Premier ministre n'a pas réussi à rompre la spirale de la défiance. Non seulement les zones d'ombre perdurent mais des lignes rouges ont été franchies.

Si nous prenons acte de certaines avancées, elles sont, malgré tout, insuffisantes. Plus que jamais nous sommes inquiets et cette inquiétude, qui s'est exprimé.e par une mobilisation record le 5 décembre, ne cesse de s'accroître.

M. Philippe, M. Macron, le compte n'y est pas !

Si nous sommes de nouveau mobilisés aujourd'hui, à l'appel de l'ensemble des syndicats, c'est pour réaffirmer notre détermination à obtenir du gouvernement un projet dans lequel il n'y aura **NI PUNI.E.S, ni PERDANT.E.S**, quelque soit le métier, quelque soit la filière, quelque soit l'âge.

Pour les enseignants nous disons OUI à une revalorisation des carrières parce que cette revalorisation est juste. Voilà de nombreuses années qu'elle aurait du être posée sur la table. N'oublions pas que c'est ce gouvernement qui repoussé la mise en place du PPCR, qui a regelé le point d'indice !

Mais nous disons NON à une revalorisation associée à des contreparties imposées. Nous ne voulons pas d'une réorganisation du temps de travail des enseignants. Rappelons-le : revaloriser ce n'est pas travailler plus pour gagner plus.

Sur ce point nous ne transigerons pas !

Les propos sur la pénibilité sont très décevants. Des négociations doivent s'ouvrir rapidement et bien concerner l'ensemble des métiers.

Les personnels de santé publique, les pompiers, les agents territoriaux, les fonctionnaires ayant peu ou pas de primes, les salariés de la SNCF, de la RATP... restent sur leur faim car aucune garantie ne leur a été apportée. Il ne suffit pas de faire des promesses. Nous voulons savoir quand et comment les pensions seront maintenues.

Encore une fois, le compte n'y est pas !

Pire, le Premier ministre compte mettre en place, pour l'ensemble des salariés, un âge pivot de 64 ans en 2027 avec une montée en charge dès 2022. Cette mesure financière est particulièrement punitive : dès 2022, les salariés âgés de 62 ans devront choisir entre travailler quelques mois de plus ou se voir imposer un malus supplémentaire.

A l'UNSA nous avons demandé que ne soit pas mêlées retraite universelle et mesures financières. Le gouvernement a fait le choix contraire et fait porter cet effort supplémentaire aux seuls salariés. **C'est inacceptable !**

A l'UNSA, parce que nous sommes force de propositions, nous accentuerons la pression sur le gouvernement, nous négocierons jusqu'au bout, pour qu'il modifie sa copie, pour qu'il n'y ait **NI PUNI.E.S, ni PERDANT.E.S!**